

demander si nous n'avons pas perdu la boule. Nous acceptons d'importer du pétrole et de verser des subventions faramineuses aux dépens du contribuable. De plus, nous ne nous occupons pas de réaliser l'autonomie énergétique au Canada. Nous sommes le seul pays du monde qui possède les ressources nécessaires pour devenir autonome dans le domaine du pétrole et pourtant, nous ne faisons rien pour y parvenir.

Le gouvernement prétend qu'il ne peut conclure d'entente avec l'Alberta, qui est un des principaux producteurs de pétrole, sans pourtant se donner la peine de négocier avec cette province. Il n'est donc pas étonnant qu'il n'ait pas eu entente. Il y avait deux points que l'Alberta n'était pas disposée à négocier: une taxe à l'exportation sur le gaz naturel et une taxe à la tête de puits. Or voici que le gouvernement, dans son programme énergétique national, impose justement ces deux taxes qu'on lui avait demandé de ne pas appliquer parce qu'elles menacent le droit à la propriété des ressources naturelles.

Voilà qui nous ramène à l'histoire de notre pays. Les Canadiens de l'ouest veulent être des partenaires à part entière de notre fédération. Ils ne veulent pas avoir l'impression d'habiter une colonie dont les pouvoirs sont inférieurs à ceux des autres provinces. C'est à cela que se résument leurs revendications.

A Calgary, on peut lire dans les journaux des manchettes comme celle-ci: «La prospection pétrolière est en plein essor» mais ce n'est plus en Alberta ou en Saskatchewan que cela se passe. C'est aux États-Unis, car notre industrie pétrolière est progressivement en train de déménager et de transférer des usines vers ce pays. Elle le fait car là-bas elle peut retirer un meilleur rendement sur ses investissements. Cela fait bien l'affaire du gouvernement américain qui accueille à bras ouverts ces sociétés. Le gouvernement des États-Unis n'a pas érigé la moindre barrière pour arrêter ce mouvement.

M. Daudlin: C'est insensé.

M. Shields: Le député qui siège de l'autre côté dit que c'est insensé. Il a raison de dire que c'est insensé. Pourquoi ne le dit-il pas au ministre? Je sais pertinemment que c'est insensé. Je me suis rendu sur place et j'ai pu juger de la situation. Le député s'est-il rendu à la frontière pour y voir passer les derricks? Si ce que le député veut dire c'est que toute la politique énergétique du gouvernement est insensée, alors je suis d'accord avec lui. Qu'il aille donc le dire au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources.

Les mesures relatives à l'énergie contenues dans ce budget découragent en fait les efforts tendant à accroître la production. Comment allons-nous faire pour inciter les gens à investir les sommes énormes nécessaires pour la construction d'une nouvelle usine de traitement de sables bitumineux à Cold Lake ou dans le projet Alsands, au nord de Fort McMurray? Les compagnies demandent toutes un rendement minimal qu'elles sont prêtes à accepter comme maximal de 20 p. 100 des flux monétaires actualisés. Les calculs faits, cela représente un rendement de 11 à 12 p. 100 des investissements réels. Voilà ce qu'elles veulent toute. Sans ces sociétés établies en Alberta et en Saskatchewan, l'industrie pétrolière serait bien modeste au Canada. En fait, elle n'existerait pas.

● (1640)

Le député de Thunder Bay-Atikokan a mentionné au cours de ses observations les subventions versées pendant les années

Impôt sur le revenu—Loi

60 par la province de l'Ontario aux provinces productrices, et surtout à l'Alberta, pour l'exploitation pétrolière dans l'Ouest. Je demande aux députés d'en face d'approfondir la question. En fait, l'Ontario a payé des subventions de 10c. le baril, de 20c. le baril et même de 30c. le baril pendant un an. Mais, globalement, pour cette période de 10 ans antérieure à 1970, ces subventions n'ont même pas atteint le million de dollars. Je me demande si nos vis-à-vis savent à quoi s'élève la subvention globale assumée dans l'autre sens, c'est-à-dire par l'Alberta pour l'Ontario, pendant la décennie de 1970 à 1980. Ce montant frise les 30 milliards de dollars. Et, malgré cela, ils se demandent pourquoi les Canadiens de l'Ouest sont dans tous leurs états: mais tout simplement parce qu'on ne les écoute pas, que le gouvernement n'essaie pas de les comprendre ou de comprendre la situation dans laquelle ils se trouvent.

Je demande à tous les ministériels, hommes et femmes, de faire leur examen de conscience. J'aime mon pays mais je n'aime pas ce qui s'y passe. Je n'ai jamais de ma vie été plus fier que le jour où j'ai franchi le seuil des Communes pour y représenter la magnifique circonscription d'Athabasca. Mais j'ai vu de près l'arrogance du gouvernement. Et quand je rentre chez moi, j'ai parfois envie de m'enfermer et de pleurer à cause de l'attitude du gouvernement, parce qu'il refuse d'écouter. Je demande aux ministériels d'aller dans l'Ouest où ils verront ce qui est en train de se produire.

J'aimerais maintenant passer à la loi de l'impôt sur le revenu, et plus précisément aux dispositions qui sanctionnent la discrimination contre Canadiens et Canadiennes dans le domaine de la déduction des frais de garde des enfants. Je croyais vivre dans une société évoluée, dans un pays qui ne tolérerait pas qu'on traite injustement les soutiens de familles monoparentales. Quelle illusion! La loi de l'impôt sur le revenu établit des distinctions injustes. L'homme qui a un enfant ou des enfants à charge ne peut faire les mêmes réclamations qu'une femme en pareille situation. Quelque chose cloche ici auquel il faut remédier.

J'espère que les députés d'en face liront et annoteront le programme énergétique national et en tentant de se mettre à la place des gens de l'Ouest qui ont investi les économies de toute une vie dans de petites sociétés de forage, de camionnage, et du secteur tertiaire. Nombre de ces sociétés sont actuellement acculées à la faillite à cause du déménagement de l'industrie pétrolière. Je demande aux députés d'en face s'ils se sentiraient menacés par un gouvernement fédéral qui, de toute évidence, a des tendances très centralisatrice dans sa gestion. Qu'en penseraient les députés d'en face s'ils voyaient disparaître leurs économies et s'ils devaient envisager la perspective de recommencer à zéro? Comment réagiraient-ils s'ils estimaient que la seule solution qui s'offre à eux est de quitter leur pays d'origine et de déménager aux États-Unis avec toutes leurs possessions?

Je ne cherche pas à vous alarmer. Je tente simplement de vous exposer ce qui se produit en Alberta. Un grand nombre de mes amis ont investi toute leur fortune dans le secteur pétrolier. Leurs femmes exercent le métier d'enseignante, d'infirmière ou autre pour contribuer à la mise sur pied d'une petite société pétrolière. Ces gens sont confrontés à la question de savoir s'ils vont demeurer au Canada ou aller vivre aux États-Unis. Ce sont les entrepreneurs dont le Canada a besoin pour se développer, mais le budget les incite à faire leurs